

F. 85 — 1754

1er AOUT 1985. — Arrêté ministériel excluant les emplois de conseiller de la fonction publique de l'application de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages, notamment l'article 3, alinéa 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 1er août 1985 réglant le recrutement et la carrière des conseillers de la fonction publique;

Considérant que pour conférer les emplois de conseiller de la fonction publique, en raison de leur haute qualification, des conditions particulières sont fixées en matière d'âge et de capacité scientifique et professionnelle;

Vu l'avis du conseil de direction;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est nécessaire de passer sans autre délai à l'exécution de l'article 51, § 7, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifiée notamment par la loi de redressement du 31 juillet 1984, et qu'à cet effet la procédure de recrutement pour les emplois de conseiller de la fonction publique doit être entamée, le plus rapidement possible,

Arrêtent :

**Article unique.** Les emplois de conseiller de la fonction publique sont exclus de l'application de l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de charbonnages.

Bruxelles, le 1er août 1985.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. WALTNIEL

F. 85 — 1755

Arrêté royal relatif à l'utilisation du numéro d'identification du Registre national par les communes. — Commission consultative de la protection de la vie privée

Avis n° 04/006 du 19 septembre 1984

La Commission consultative de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu la demande d'avis du 31 juillet 1984 du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique concernant un projet d'arrêté royal relatif à l'utilisation du numéro du Registre national par les communes;

N. 85 — 1754

1 AUGUSTUS 1985. — Ministerieel besluit waarbij de betrekkingen van adviseur van het openbaar ambt worden uitgesloten van de toepassing van het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijk sluiting van steenkolenmijnen

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen, inzonderheid op artikel 3, tweede lid, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 augustus 1985 tot regeling van de werving en de loopbaan van de adviseurs van het openbaar ambt;

Overwegende dat voor het begeven van de betrekkingen van adviseur van het openbaar ambt, wegens de hoge kwalificatie ervan, bijzondere eisen zijn gesteld inzake leeftijd, en wetenschappelijke en professionele bekwaamheid;

Gelet op het advies van de directieraad;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat zonder verder verwijl moet worden voorzien in de uitvoering van artikel 51, § 7, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, inzonderheid gewijzigd bij de herstellwet van 31 juli 1984, en dat derhalve de wervingsprocedure voor de betrekkingen van adviseur van het openbaar ambt zo spoedig mogelijk moet worden aangevat,

Besluiten :

**Enig artikel.** De betrekkingen van adviseur van het openbaar ambt worden uitgesloten van de toepassing van het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen.

Brussel, 1 augustus 1985.

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,  
L. WALTNIEL

N. 85 — 1755

Koninklijk besluit betreffende het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister door de gemeenten. — Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Advies nr. 84/006 van 19 september 1984

De Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het verzoek om advies d.d. 31 juli 1984 van de Minister van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt inzake een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister door de gemeenten;

A émis le 19 septembre 1984 l'avis suivant :

La base légale de l'arrêté royal en projet est l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Ce projet vise à autoriser les communes à utiliser le numéro d'identification du Registre national à titre d'identifiant :

- pour la gestion interne de leurs fichiers;
- pour l'échange d'informations :
  - avec le Registre national;
  - avec le centre informatique agréé pour transmettre des informations au Registre national;
  - avec les organismes autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national;
- dans leurs relations avec les personnes concernées.

L'article 10 de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à la composition du numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national impose de mentionner ce numéro dans le Registre de la population en regard du nom de la personne. Toute utilisation du numéro d'identification du Registre national dans la gestion du Registre de la population ou dans d'autres fichiers de la commune doit être autorisée conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983.

La Commission observe que l'exposé des motifs de la loi du 8 août 1983 reconnaît que c'est au niveau des autorités communales que se situe l'usage le plus fréquent des informations de population. C'est donc à ce niveau qu'il convient d'abord de rationaliser la gestion des fichiers.

C'est également du niveau de la commune que partent la plupart des flux d'informations relatifs aux personnes physiques. L'utilisation du numéro d'identification dans les échanges avec les diverses autorités et organismes eux-mêmes autorisés à l'utiliser sur base de l'article 8 constitue une garantie de l'exactitude de l'identification de la personne dans les traitements ultérieurs.

La Commission estime dès lors que l'utilisation du numéro d'identification du Registre national par les communes correspond manifestement à l'intention du législateur.

La Commission observe cependant que l'article 8 de la loi du 8 août 1983 prescrit que l'arrêté royal d'autorisation fixe les limites et les fins de cette autorisation.

A cet égard la Commission estime que le projet d'arrêté royal qui lui a été soumis par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique définit insuffisamment ces limites et fins.

Dans cette perspective la Commission émet les observations suivantes :

1. L'autorité visée par l'arrêté royal d'autorisation devrait être définie de façon plus précise. Le terme « commune » est en effet susceptible de recouvrir un ensemble vaste et diversifié de services : les services d'administration générale, la police communale, l'enseignement communal, la bibliothèque communale, la caisse d'épargne communale, voire même s'étendant au Centre Public d'Aide Sociale, aux régies communales, à la Fabrique d'église et aux multiples associations créées à l'initiative des communes. Les problèmes de protection de la vie privée et des libertés des personnes concernées se posent de façon spécifique dans ces différents services.

Dès lors, la Commission suggère que l'arrêté utilise le terme « administration communale » qui vise les services d'administration générale.

Ces services d'administration générale de la commune sont visés au premier chef par le législateur dans la loi du 8 août 1983, car ils sont tenus de gérer les registres de l'Etat civil et de la Population qui constituent la source des informations du Registre national et par là de nombreux services administratifs centraux. Ils sont aussi légalement tenus d'opérer des traitements administratifs importants dans des domaines où l'information sur l'ensemble de la population joue un rôle essentiel tels les taxes, la milice, les affaires électorales, l'obligation scolaire. Ils constituent enfin le lieu d'introduction par les personnes concernées des demandes de pensions et d'allocations d'handicapés, ainsi que de délivrance des titres d'identité, des permis de conduire, des permis de travail et des cartes professionnelles.

Du point de vue de la protection de la vie privée et des libertés, ces services d'administration générale de la commune présentent la particularité que la loi les impose aux personnes comme des interlocuteurs obligatoires ou uniques, mais dans le cadre d'échanges d'informations définis par des dispositions légales. Il n'en est pas de même pour d'autres services de la commune qui ne se situent pas

Heeft op 19 september 1984 het volgende advies gegeven :

De rechtsgrond van het koninklijk besluit in ontwerp is artikel 8, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Dit ontwerp strekt ertoe de gemeenten machtiging te verlenen om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken ter identificatie :

- voor het intern beheer van hun registers;
- voor de uitwisseling van informatie :
  - met het Rijksregister;
  - met het erkend informaticacentrum dat door hen gelast is informatie mede te delen aan het Rijksregister;
  - met de instellingen die gemachtigd zijn het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken;
- in hun relaties met de betrokken personen.

Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de samenstelling van het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen moet dat nummer in het bevolkingsregister naast de naam van ieder persoon worden vermeld. Iedere gebruikmaking van het identificatienummer van het Rijksregister bij het beheer van het bevolkingsregister of in andere registers van de gemeente moet worden toegestaan overeenkomstig artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983.

De Commissiewijst erop dat in de memorie van toelichting bij de wet van 8 augustus 1983 aangestipt wordt dat de informatie betreffende de bevolking het meest gebruikt wordt door de gemeentelijke overheid. Bij deze organen dient het beheer van de registers dus in de eerste plaats te worden gerationaliseerd.

Het is ook vanuit de gemeenten dat het grootste gedeelte van de stroom informatie betreffende de natuurlijke personen verstrekt. Het gebruik van het identificatienummer in de betrekkingen met de verschillende overheden en instellingen die op grond van artikel 8 eveneens daarvan gebruik mogen maken, betekent een waarborg voor de juiste identificatie van de betrokken persoon bij de latere verwerking van gegevens.

De Commissie oordeelt derhalve dat het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister door de gemeenten wel degelijk in overeenstemming is met de bedoelingen van de wetgever.

De Commissie merkt evenwel op dat artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 bepaalt dat in het koninklijk besluit waarbij machtiging tot gebruikmaking wordt verleend, de grenzen en doeleinden van die machtiging worden bepaald.

In dit verband oordeelt de Commissie dat het ontwerp van koninklijk besluit dat haar door de Minister van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt is voorgelegd, die grenzen en doeleinden onvoldoende bepaalt.

In dit verband maakt de Commissie de volgende opmerkingen :

1. De overheid bedoeld in het koninklijk besluit houdende machtiging tot ingebruikneming moet nauwkeuriger worden bepaald. Het woord « gemeente » kan immers slaan op een groot aantal verschillende diensten zoals de diensten van algemeen bestuur, de gemeentelijke politie, het gemeentelijk onderwijs, de gemeentelijke bibliotheek, de gemeentelijke spaarkas, of zelfs het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, de gemeentelijke regies, de Kerkfabriek en de talrijke verenigingen die op initiatief van de gemeenten zijn opgericht. In elk van die diensten rijzen de problemen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de vrijheden van de betrokken personen op een zeer bepaalde wijze.

De Commissie stelt derhalve voor dat in het besluit de uitdrukking « gemeentelijke administratie » wordt gebruikt, waarmee dan de diensten van het algemeen bestuur worden bedoeld.

Voornoemde diensten van algemeen bestuur in de gemeenten worden door de wetgever in de eerste plaats bedoeld in de wet van 8 augustus 1983, vermits zij belast zijn met het beheer van de registers van de burgerlijke stand en de bevolkingsregisters die de bron van informatie zijn voor het Rijksregister, en vandaar ook voor talrijke centrale administratieve diensten. Zij zijn ook wettelijk verplicht belangrijke administratieve verwerkingsverrichtingen te doen op gebieden waar de informatie betreffende het geheel van de bevolking van wezenlijk belang is, zoals de belastingen, de militie zaken, de verkiezingsaangelegenheden en de schoolplicht. Tot slot richten de betrokkenen zich tot deze diensten om een pensioen aan te vragen of een invaliditeitsuitkering, alsook voor de afgifte van een identiteitsbewijs, een rijvergunning, een arbeidsvergunning of een beroepskaart.

Op het stuk van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de vrijheden worden de diensten van algemeen bestuur in de gemeenten bij de wet aan de bestuursonderhorigen opgelegd als verplichte of zelfs de enig mogelijke tussenpersoon, zulks in het kader van de bij wet bepaalde uitwisseling van informatie. Dit geldt niet voor andere diensten in de gemeente, die facultatief kun-

dans une relation légalement obligatoire, mais facultative. C'est le cas notamment du C.P.A.S., de la bibliothèque, de l'enseignement communal, de la caisse d'épargne. Les informations traitées au niveau de ces services sont peu ou pas définies par des dispositions légales et touchent plus à la vie privée et à l'exercice des libertés. Une extension du champ d'application du présent projet d'arrêté à de tels services imposerait une définition beaucoup plus stricte des conditions de gestion et de traitement de l'information pour éviter des abus.

L'utilisation du numéro par la police locale impose de considérer deux aspects : d'une part le besoin de consulter le Registre de la population pour vérifier une identité ou rechercher une adresse, d'autre part la gestion du casier judiciaire communal et des fichiers de renseignements. Si le premier aspect ne pose pas de problèmes, le second exige des mesures plus strictes de protection de la confidentialité. Les informations du casier judiciaire doivent d'ailleurs être gérées de façon distincte de celles du Registre de population et, en cas de changement de commune, doivent être transmises séparément. Dès lors, la Commission estime qu'il conviendrait soit d'exclure le casier judiciaire communal et les fichiers de renseignements soit de fixer des contraintes particulières de protection de la confidentialité pour ces fichiers.

2. Les finalités et les limites de l'utilisation du numéro d'identification du Registre national dans la gestion interne devraient, de l'avis de la Commission, être également précisées. En premier lieu, le libellé « pour la gestion interne de leurs fichiers » semble ne couvrir que partiellement l'usage effectif qui serait fait du numéro. En effet, ce libellé recouvre essentiellement les opérations de mise à jour des fichiers et non les traitements manuels ou informatiques d'exploitation des données contenues dans ces fichiers. En second lieu, il s'indiquerait de préciser qu'il s'agit des fichiers (et des traitements) que l'administration communale est tenue d'opérer en application de dispositions légales et en conformité avec celles-ci.

En conséquence, la Commission suggère le libellé suivant :

« — pour la gestion interne des fichiers et des traitements qu'elles sont tenues de réaliser en exécution d'obligations légales ». La Commission attire enfin l'attention sur le fait que le libellé « gestion interne » exclut notamment l'impression du numéro sur des documents mis à disposition de tiers, notamment la liste des électeurs.

3. L'échange d'informations est prévu par l'arrêté royal en projet dans trois cas :

a) L'échange d'informations avec le Registre national. La Commission estime que cet usage correspond à la volonté du législateur et est indispensable pour éviter des erreurs de transmission et d'enregistrement.

b) L'échange d'informations avec le centre informatique agréé. Cet échange constitue une modalité de la transmission des données prévue ci-avant. La Commission suggère dès lors, d'introduire cet alinéa par les mots « le cas échéant ».

La Commission attire par ailleurs l'attention sur le fait que l'autorisation visée par cet alinéa ne porte que sur les opérations de transmission. L'usage à d'autres fins du numéro d'identification par le centre agréé devra faire l'objet d'une autorisation conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983.

c) L'échange d'informations avec les organismes visés à l'article 8 de la loi du 8 août 1983. La Commission est d'avis que, non seulement les organismes mais également les autorités publiques autorisées devraient être mentionnées.

4. En ce qui concerne les relations avec les personnes concernées, la Commission est d'avis qu'il conviendrait, afin d'éviter toute équivoque, d'utiliser plutôt le terme « titulaire » que « personnes concernées » et de libeller ainsi l'alinéa :

« — dans leurs relations avec le titulaire du numéro ou sont représentant légal ».

5. La Commission attire enfin l'attention sur les mesures préventives à prendre pour éviter la communication du numéro ainsi que des informations identifiées par le numéro à des personnes qui n'ont pas obtenu l'autorisation d'en prendre connaissance. A cet effet, la Commission suggère que l'arrêté royal en projet complète les missions définies à l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des

nen worden aangesproken, zonder dat daartoe een wettelijke verplichting bestaat. Dit is onder meer het geval met het O.C.M.W., de bibliotheek, het gemeentelijk onderwijs en de spaarkas. De op het stuk van deze diensten verwerkte informatie is weinig of helemaal niet vastgelegd in wetsbepalingen en houdt meer verband met de persoonlijke levenssfeer en de uitoefening van de vrijheden. Indien de werkingssfeer van dit ontwerp van besluit tot dergelijke diensten wordt uitgebreid, moeten de voorwaarden inzake het beheer en de verwerking van de informatie veel strenger worden bepaald ten einde misbruik te voorkomen.

Bij de gebruikmaking van het identificatienummer door de plaatselijke politie moeten twee aspecten in aanmerking worden genomen : enerzijds is er de behoefte om het bevolkingsregister te raadplegen ten einde de identiteit van een persoon na te gaan of een adres op te zoeken, 'en anderzijds is er het beheer van het gemeentelijk strafregister en de inlichtingenregisters. Het eerste aspect brengt geen problemen mee; met betrekking tot het andere aspect daarentegen zijn strengere maatregelen tot vrijwaring van het vertrouwelijk karakter van de gegevens noodzakelijk. De informatie van het strafregister moeten overigens afzonderlijk worden beheerd van die van het bevolkingsregister en ingeval een persoon van gemeente verandert, moeten zij afzonderlijk worden meegedeeld. De Commissie meent bijgevolg dat het aangewezen is ofwel het gemeentelijk strafregister en de inlichtingenregisters uit te sluiten, ofwel bijzondere maatregelen ter bescherming van de vertrouwelijke gegevens van deze bestanden op te leggen.

2. De grenzen en de doeleinden inzake het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister voor het intern beheer zouden volgens de Commissie eveneens nader moeten worden bepaald. In de eerste plaats lijken de woorden « voor het intern beheer van hun registers » slechts gedeeltelijk te slaan op het gebruik dat in werkelijkheid van dit nummer wordt gemaakt. Die woorden hebben immers hoofdzakelijk betrekking op de bijwerking van de registers, en niet op de manuele of geautomatiseerde verwerking van de gegevens in de registers. In de tweede plaats is het aangewezen te preciseren dat het om registers (en verwerkingsverrichtingen) gaat die aan het gemeentebestuur zijn opgelegd met toepassing en inachtneming van wettelijke bepalingen.

De Commissie stelt dan ook de volgende lezing voor :

« — voor het intern beheer van de registers en de verwerkingsverrichtingen waarmee zij ter uitvoering van wettelijke bepalingen belast zijn ». Tot slot vestigt de Commissie de aandacht erop dat de uitdrukking « intern beheer » onder meer uitsluit dat het nummer aangebracht wordt op stukken die ter beschikking gesteld worden van derden, inzonderheid op de kiezerslijsten.

3. Het ontwerp van koninklijk besluit voorziet in de uitwisseling van informatie in drie gevallen :

a) De uitwisseling van informatie met het Rijksregister. De Commissie oordeelt dat zulks overeenstemt met de wil van de wetgever en dat het onontbeerlijk is om vergissingen bij de mededeling en de registratie te voorkomen;

b) De uitwisseling van informatie met het erkend informaticacentrum. Deze uitwisseling vormt een onderdeel van de voornoemde mededeling van de gegevens. De Commissie stelt dan ook voor dit lid in te leiden met de woorden « in voorkomend geval ».

Overigens vestigt de Commissie de aandacht erop dat de machtiging bedoeld in dit lid alleen slaat op mededelingsverrichtingen. Indien het erkend informaticacentrum het identificatienummer voor andere doeleinden wenst te gebruiken, moet hier toe overeenkomstig artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 machtiging worden verleend.

c) De uitwisseling van informatie met de instellingen bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983. De Commissie is van oordeel dat niet enkel de instellingen maar ook de gemachtigde openbare overheden moeten worden vermeld.

4. Inzake de relaties met de betrokken personen is de Commissie van oordeel dat om ieder misverstand te voorkomen eerder de term « titularis » moet worden gebruikt dan « betrokken personen », en stelt zij voor het lid als volgt te formuleren :

« — in hun betrekkingen met de titularis van het nummer of met zijn wettelijke vertegenwoordiger ».

5. Ten slotte vestigt de Commissie de aandacht op de preventieve maatregelen die moeten worden genomen om te voorkomen dat het nummer of aan de hand van het nummer geïdentificeerde informatie meegedeeld worden aan personen die niet gemachtigd zijn er kennis van te nemen. Te dien einde stelt de Commissie voor dat in het ontwerp van koninklijk besluit de opdrachten verder worden uitgewerkt die bepaald zijn bij artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare

Informations, dont est chargé l'agent désigné par la commune pour veiller à l'application de la loi du 8 août 1983 et de ses arrêtés d'exécution par la mention suivante :

« 6° l'utilisation du numéro d'identification du Registre national ».

Pour le Secrétariat,  
(signé) C. Debrulle.

Le Président,  
(signé) D. Holsters.

**30 AOUT 1985. — Arrêté royal autorisant les administrations communales à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques**

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée rendu le 19 septembre 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Les administrations communales sont autorisées à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques à fin d'identification :

1° pour la gestion interne des fichiers et des traitements qu'elles sont tenues de réaliser en exécution d'obligations légales;

2° pour les échanges d'informations :

a) avec le Registre national des personnes physiques;

b) le cas échéant, avec le centre informatique agréé en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations;

c) avec les autorités publiques et les organismes visés à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et qui ont été autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national dans leurs relations avec les administrations communales;

d) dans leurs relations avec le titulaire du numéro d'identification ou avec son représentant légal.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Intérieur  
et de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique,

L. WALTNIEL

overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informatie door de beambte die in iedere gemeente gelast is ervoor te zorgen dat de wet van 8 augustus 1983 en de besluiten tot uitvoering ervan worden toegepast; een zesde punt zou aldus worden ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister ».

Voor het Secretariaat,  
(get.) C. Debrulle.

De Voorzitter,  
(get.) D. Holsters.

**30 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit waarbij de gemeentelijke administraties gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer uitgebracht op 19 september 1984;

Gelet op het advies van de Raad van Stat.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De gemeentelijke administraties worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken ter identificatie :

1° voor het intern beheer van de registers en de verwerkingsverrichtingen waarmee zij ter uitvoering van wettelijke verplichtingen belast zijn;

2° voor de uitwisselingen van informatie :

a) met het Rijksregister van de natuurlijke personen;

b) in voorkomend geval, met het informaticacentrum erkend in toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informatie;

c) met de openbare overheden en instellingen bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en die gemachtigd werden het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken in hun betrekkingen met de gemeentelijke administraties;

d) in hun betrekkingen met de titularis van het identificatienummer of met zijn wettelijke vertegenwoordiger.

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Binnenlandse Zaken  
en Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL